

Légitimation et pérennisation des élites politiques dans la subjectivation de la démocratisation en Province Orientale démembrée/ République Démocratique du Congo

Matthieu Mamiki Ke' Bongo Bongo

Chercheur et Enseignant à l'Université de Kisangani/République Démocratique du Congo

Résumé

La démocratisation s'est ré-ouverte en République Démocratique du Congo avec un grand espoir de modernisation politique et du souci d'un développement socio-économique de tout le monde. C'est ce dernier facteur qui finalement réoriente toutes les pratiques politiques au détriment du fondement de la démocratie. Dès lors il se développe divers mode d'appropriation de la démocratie parmi ces modes se trouve la transhumance. Celle-ci subjective alors la démocratisation au point que les populations d'en bas(masses populaires) et élites d'en haut ne jurent que par le pouvoir pour émerger, se légitimer et survivre socialement et économiquement.

Cet article se basant sur le néo-institutionnalisme et la théorie des « TROIS I » démontre que, depuis la démocratisation, il s'est développé en Province Orientale deux types d'acteurs socio-politiques : les populations d'en bas(paysans et fonctionnaire, agent de l'Etat) qui, une fois accéder au pouvoir s'y accrochent et sont cooptées par les vieilles élites longtemps au pouvoir, population d'en haut. Les deux, recourant à la transhumance, ne vivent que du pouvoir et par le pouvoir. Les premières connaissent alors une légitimation inclusive alors que les deuxièmes font l'objet d'une légitimation exclusive. Ces légitimations quoique réduites ont permis à ces deux acteurs de se pérenniser au pouvoir au point que ce sont eux qui sont institutionnalisés en lieu et place des institutions démocratiques(partis et associations). Il n'y a pas un développement idéologique démocratique mais une mystification des élites. Les partis, les associations ou tout groupe organisé sont restés toujours faibles et mal organisés alors que ces élites deviennent forts socialement, économiquement et même politiquement. Ce sont elles qui modèlent finalement la démocratisation à leur guise. Ce ne sont plus les partis qui « compétitent »(faire la compétition) sur base de leurs idéologies mais des individus sur base de leurs ressources acquises par leur accès au rênes du pouvoir.

Mots clés : Légitimation, pérennisation, subjectivation, démocratisation, province orientale.

Abstract

Democratization has reopened in the Democratic Republic of Congo with a great hope of political modernization and the concern for socio-economic development of all. This last factor that eventually redirects all political practices at the expense of the basis of democracy. Therefore it develops various mode of ownership of democracy among these modes is the transhumance. This subjective then democratization to the point that the

populations of downstairs(one's rocker) and elites at the top swear by the power to emerge, to legitimize itself and to outlive socially and economically.

This article based on the institutionalism and the theory of the "three I" shows that, since the democratization, it developed in Eastern Province two types of socio-political actors: the people of downstairs(peasant and public servant) which, once access power cling and are co-opted by the old elite long in power, people at the top. The two, using transhumance, live only of power and the power. The first know so inclusive legitimacy as the second subject to exclusive legitimacy.

These justifications though reduced helped these two actors to perpetuate themselves in power to the point that they are the ones who are institutionalized instead of democratic institutions (parties and associations). There is no democratic ideological development but a mystification of the elites. Parties, associations, or any organized group remained always weak and poorly organized while these elites become strong socially, economically and even politically. This are the ones who ultimately shape democracy on their own. No longer are the parties who make competition on basis of their ideologies, but of individuals based on their resources acquired by their access to the reins of power.

Keywords: Legitimacy, sustainability, "subjectivation", democratization, Eastern province of Democratic Republic of Congo.

Introduction

« La vie n'a pas de brouillon »¹. Et « Tout chemin mène à Rome », dit-on ! L'essentiel c'est de savoir ce que l'on veut, ce que l'on fait et d'y déployer suffisamment d'efforts pour bien atteindre les objectifs poursuivis. Et pour le faire « tous les moyens sont bons ». Et en politique, le machiavélisme, stigmatise que tous les moyens sont bons pour accéder au pouvoir(Machiavel N., 1962).

Ce principe machiavélien est fort renforcé en Province Orientale démembrée pour deux raisons : premièrement faute d'une forte légitimation des élites politiques et deuxièmement suite aux origines peu nanties de la plupart de ces élites. Ces deux facteurs tracent une trajectoire particulière de la consolidation de la démocratisation congolaise à deux vitesses entre les mieux nantis et ceux qui le sont moins. Chacun voulant légitimer sa position, doit d'abord s'assurer des ressources financières. Car dans cette province se véhicule l'adage swahili « hauna nini, utafanya nini » pour dire « lorsque tu n'as rien, tu ne peux aussi rien ». Ce seraient ainsi les ressources financières qui guident la trajectoire de la consolidation démocratique en République Démocratique du Congo, notamment dans la Province Orientale démembrée.

Cette province est l'une de ce pays, qui a vu ces quelques industries de transformation être décimées par la guerre et les différents conflits que ce pays a connus depuis la déconfiture de l'autoritarisme « Mobutien ». Ces troubles politiques et ces guerres ont entraîné les conséquences néfastes sur la survie de populations, notamment les pertes d'emplois et l'aggravation de chômage dans les milieux urbains et ruraux. Les grandes

¹ Maxime populaire congolaise

entreprises² qui, jadis, engageaient les demandeurs d'emploi sont, depuis bien de décennies, tombées en faillite.

Pour faire face à cette crise multiforme, fort est de constater que l'espace social est, depuis lors, divisé en deux groupes de stratégies sociaux-économiques et politiques. D'une part, nous avons les populations d'en bas (paysans, fonctionnaires et agents de l'Etat) qui ont développé des stratégies individuelles et collectives de survie. Ces stratégies regroupent les activités à caractère économique, revêtant les appellations soit de petite économie marchande (Omasombo Tshonda, 1991), soit d'économie de la débrouille (De Villers et al., 2002), soit encore d'économie informelle (Lautier et al., 1991). Et d'autre part, les élites socio-politiques, populations d'en haut, qui voient dans la sphère du pouvoir le champ d'accumulation des ressources financières et symboliques. Elles y développent des stratégies d'urgence, d'évolution et de survie sociale, économique et politique. Ces stratégies restructureraient ainsi le champ politique, légitimeraient des élites et les pérennieraient presque au détriment des partis et des organisations de la société civile. Dans ces stratégies, il y a lieu de citer la transhumance politique sous toutes ses formes (ascendante, descendante et horizontale) (Matthieu Mamiki, 2018).

Comment s'effectue la légitimation et la pérennisation des élites à travers différents ressorts du jeu démocratique ?

Plusieurs réponses peuvent découler de cette question, mais pour notre part, nous postulons que d'une part, c'est par le jeu d'alliance et de mésalliance en vertu duquel une pseudo-alternance politique s'effectue dans l'assimilation des outsiders, population d'en bas par des élites, population d'en haut et d'autre part, par un acquiescement généralisé à la démocratisation que s'effectuerait la légitimation et pérennisation des élites politiques en Province Orientale.

Cette étude veut alors démontrer la manière dont les élites se légitiment et les pérennisent dans la démocratisation.

Pour atteindre cet objectif, nous avons recouru au néo-institutionnalisme en combinaison de la théorie de « Trois I »³. Nous sommes parti de l'idée que tout changement politique ou économique est lié aux institutions mises en place qui arrivent ou pas à répondre aux aspirations de l'environnement. Nous avons considéré les institutions dans leurs aspects matérialistes (Etat et ses organes, les partis et regroupements politiques, ...) et normatifs (des normes explicitement définies (formelles) ou non (informelles), qui prennent la forme de paramètres culturels et cognitifs et de règles et procédures purement locales). La démocratisation est donc un moment d'institutionnalisation des structures démocratiques dont le multipartisme apparaît comme une des voies de recherche de régulation du système dans lequel fonctionne la transhumance.

Celle-ci s'inscrit dans la trajectoire historique de la démocratisation du pays dans une perspective du développement économique de tout acteur, tant d'en haut que dans d'en bas. Elle est aussi stratégique, puisqu'elle apparaît comme un mode d'accès, de maintien et

² C'est le cas de la SOTEXKI, SORGERIE, BRALIMA, UNIBRA, Sucrerie de Lotokila, INERA, ..., les différentes plantations d'hévéa, de café, les poissonneries de Liguga au Bas-Uélé, de Vichumbi en Ituri, etc.

³ La théorie de trois « I » postule : I comme « Idée » ; I comme « Intérêt » et I comme « Institution ». Lire à ce propos Palier B., Surel Y., « Les « TROIS I » et l'analyse de l'Etat en action », Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « *Revue française de science politique* » 2005/1 Vol. 55 | pages 7 à 32

de survie politique pour jouir des prébendes. Et, enfin, sociologique parce qu'elle tire ses substances dans la société congolaise, notamment de la Province Orientale à faible pouvoir centralisé. Ainsi les acteurs développent des idées, pour objectiver des intérêts personnels dans les institutions qu'ils façonnent à leur guise.

Pour la récolte des données, nous avons recouru à la documentation qui nous a permis de tracer la trajectoire des élites et des partis politiques fonctionnels en Province Orientale démembrée, l'entretien semi-directif qui nous a permis de recueillir les avis des acteurs sur leur comportement. Enfin, nous avons fait aussi de l'observation participante.

Les données obtenues ont été traitées en tenant compte de leur nature. Elles étaient toutes des données sociologiques. D'où leur traitement selon la méthode d'analyse qualitative de contenu. Toute fois, pour apprécier le taux de la transhumance et la dispersion des partis politiques, nous avons recouru à l'adition des changements de parti selon les époques considérées en ce qui concerne les élites et, l'adition de la représentation des partis dans les différentes circonscriptions. Là il s'est agi de l'analyse quantitative.

Cette étude est ainsi structurée en deux points, outre l'introduction et la conclusion. Dans le premier point, nous parlons du dualisme de mode d'action politique dans la démocratisation ; et la transhumance comme mode de légitimation et de pérennisation des élites, constitue le second point.

1. Le dualisme de mode d'action politique dans la démocratisation : entre la modernité et tradition des pratiques et perceptions en politique

Dans cette section, nous parlons du recours à deux modes d'action politique à savoir le mode officieux(transhumance et «relationalité» traditionnelle) et officiel(les urnes) qui ont permis l'assimilation des élites politiques en Province Orientale depuis 1990.

1.1. Dualisme de mode d'action politique dans la démocratisation

Le processus démocratique a été enclenché en République Démocratique du Congo alors que le tissu économique était très détruit. Il était question de changer le style de gouvernance pour espérer atteindre le développement et rompre avec la fracture sociale. Ainsi, les formes qu'ont prises concrètement les échanges politiques se sont parfois très éloignées des modèles idéologiques ou ethniques que mettent en avant les protagonistes de ces échanges pour expliquer ou justifier leurs pratiques. A des registres « officiels » de l'activité politique se sont opposés des registres « officieux » : d'une part des valeurs et des principes d'action qui, parce que légitimes, ont servi et servent de référents aux discours et présentations publiques des hommes politiques (la vocation, la visée à l'intérêt général, les savoir-faire techniques ou gestionnaires, etc.) ; d'autre part, des comportements qui, parce que disqualifiés au regard des modèles idéaux et idéalisés de l'action politique, ont relevé et relèvent de stratégies pratiques qui ne peuvent être publiquement dévoilées sans délégitimer celui qui les adopte (captation et fidélisation de l'électorat par l'échange clientélaire, utilisation des appareils administratifs et des ressources publiques à des fins partisans, manœuvres tactiques visant à disqualifier un concurrent, etc.)(Briquet Jn. L., 1995, p.73)

Cette vision de la pratique politique relevée par Briquet J-L. est parfois appelée clientélisme politique⁴ et nous la concevons comme transhumance politique. Il s'agit d'une pratique quelque peu « déviante » mais qui, dans un contexte des modes d'action politique, s'institutionnalise pour la conquête, la pérennisation au pouvoir, la structuration dans la subjectivation du processus démocratique.

L'interaction que nous expliquons, est une suite d'actions et de réactions, d'initiatives et de répliques, qui dessinent l'itinéraire de l'évolution tant des perceptions politiques, des pratiques politiques et du processus démocratique en Province Orientale démembrée, notamment.

La complexité de va-et-vient à travers les formations politiques, que nous avons observé dans cette province, est réduite à une simplification de mode d'action politique dominé par une forte intensité de clientélisme qui caractérise le champ politique congolais tout entier. Il y a, donc, dès lors, une dualité dans la perception de mode d'action politique, à savoir le mode officiel et celui officieux ; les deux étant en permanente interaction. Le recours à ces modes dépend étroitement de rapport de force et des ressources dont disposent les acteurs.

La transhumance politique, apparait comme une pratique d'expression de divergence d'opinions entre acteurs politiques et même sociaux. Et de ce fait, elle n'est donc pas une stratégie typiquement propre à un groupe d'acteurs soient-ils « pauvres » ou « riches », intellectuels ou analphabètes, informés ou sous informés. C'est une pratique perçue de la même façon par tous les acteurs en quête du pouvoir et en mal de positionnement sur le champ socio-politique. Elle n'a pas une charge symbolique négative pour les uns et positive pour les autres. Elle tend à s'universaliser dans tout espace politique voire dans des vieux systèmes politiques dits démocratiques. Abdoulaye Wade au Sénégal y a recouru tout comme Jacques Chirac (Gaetner G., 2007) et Emanuel Macron en France.

Elle s'accommode alors aux modèles conventionnels de la modernisation politique, notamment la conquête du pouvoir par les urnes, le consensus ou la nomination dans la mesure où cette pratique officielle n'est, cependant pas, toujours ce qui modèle l'activité politique en Afrique. Il y a plus un dualisme politique entre l'officiel et l'officieux qui apparaît, pour ce fait, comme juxtaposé dans la vie politique. Ceci parce que, les élites, populations d'en haut et les populations d'en bas subissent paradoxalement une acculturation liée à une conception conventionnelle de la modernisation politique (parti politique, élection, société civile) qui rime avec des pratiques marquées par une culture politique traditionnelle privilégiant notamment des relations personnalisées et affectives dans les interactions du pouvoir.

Pourtant la modernisation politique dont le développement économique, la croissance de l'activité étatique et la généralisation d'institutions comme bureaucraties d'Etat ou les partis, devraient logiquement impliquer la disparition des ces relations personnalisées et affectives au profit d'une culture politique « moderne » fondée sur l'impersonnalité des

⁴ Pour une grande littérature à ce propos, l'ouvrage très complet de Samuel N. Eisenstad et Luis Roniger, *Patrons, Clients and Friends. Interpersonal Relations and the Structure of Trust in Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, ou l'article de synthèse de Jean-François Médard, « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de Science politique*, vol. 26, n° 1, février 1976, pp. 103 – 131.

relations sociales, la rationalité des choix publics et l'universalité des normes qui les guident, ainsi que sur le caractère idéologique des identifications partisans. Briquet(op.cit, p.74).

Explicitement, les pratiques politiques congolaises en Province Orientale démembrée subissent encore le poids des allégeances et des identifications traditionnelles, des solidarités sociales et des conceptions qui modèlent sa modernisation politique. D'une part, il y a l'acculturation au mode politique moderne, d'autre part, le recours permanent aux identifications traditionnelles, mieux exprimées en termes de tribalisme ou, ce que le Président Mobutu appelait, si bien, l'authenticité. Il s'agit là d'une hybridation du champ politique qui modèle le processus démocratique tout entier.

C'est, en somme, le même constat que relève Banégas(2003, pp. 311-312) estimant que, depuis le début du Renouveau, on observe donc à la fois une « traditionalisation » de l'arène politique et une modernisation « démocratique » du champ de la « tradition » ; un mouvement d'assimilation réciproque qui participe à la reconfiguration du nouvel espace public pluraliste.

Tout comme la revitalisation de la tradition se fait dans la modernité démocratique, il s'observe, aussi, une vitalisation du « officiel » avec du « officieux » dans la conquête du pouvoir dans l'espace pluraliste qui s'installe en RDC, en cette troisième vague de la démocratisation. De même, les soulèvements populaires, les révolutions citoyennes, la « milicialisation »(phénomène Mai-Mai) de plus en plus observables en Afrique⁵, en général, et particulièrement en RDC, s'accommodent avec les élections comme mode populaire d'action politique dans l'établissement et la réappropriation voire l'ancrage de la démocratie dans cette province à tendance monolithique pourtant très multiculturelle et pluriculturelle.

De cette sorte, la transhumance, dans le processus démocratique, devient donc cette pratique « officieuse-officielle » qui permet à certains acteurs politiques et mêmes sociaux d'accéder au pouvoir en se rapprochant, désormais, de l'oligarchie au pouvoir. C'est l'autre facette de mode élitiste d'accès au pouvoir. Elle devient ainsi la matérialisation du clientélisme et de la prédation, de la ruse même qui se juxtapose à côté des pratiques modernes et régulières de conquête du pouvoir, notamment les élections.

Elle n'est plus un virus qui affecte négativement la santé du système politique congolais, mais apparaît de mieux en mieux comme une pratique perçue, normalement par les acteurs politiques Congolais, en général, et ceux de la Province Orientale, particulièrement. Quoiqu'antidémocratique, a priori, elle médiatise pourtant avec les nouvelles façons de faire la politique dans un espace public concurrentiel et globalisé. Elle est due à la mobilisation individuelle du pouvoir qui caractérise les imaginaires des Congolais. Ce qui induit à une faible institutionnalisation du système politique congolais et, paradoxalement, à la banalisation de la démocratie.

La notion de démocratie devient ainsi obscure, d'abord, du fait de la crise de la représentation politique qu'offre la transhumance politique, mais aussi, du fait de sa manipulation idéologique ou de son instrumentalisation en politique locale. Elle est ainsi banalisée et passe pour une pratique démocratique. C'est la liberté d'expression et

⁵ Nous faisons allusion ici aux révolutions du Maghreb, au soulèvement citoyen du Burkina Faso de 2014 notamment qui surviennent alors qu'ailleurs au Sénégal, en Côte d'Ivoire entre autres, s'organisent des élections très mouvementées.

d'association garantie par la constitution (Article 6 de la constitution de la RDC de 2006 révisée).

À l'origine de cette crise, les élites politiques, livrées à une perte d'inspiration dans leur mission de protéger et d'assurer le bien-être des populations relevant de leur mandat, sont écartelées entre l'exigence de la survie politique nationale, l'ambition politique des gouvernants de garder la popularité nécessaire pour se maintenir au pouvoir et l'ambition des populations de « vivre mieux » (demandes de meilleurs services et de sécurité sociale). Par la transhumance, il y a prépondérance de l'individualisme dans la pratique politique au mépris du peuple et des institutions.

Avec le jeu de « ping-pong », les acteurs politiques de la Province Orientale démembrée se sont plus donnés à quitter un camp vers un autre en vue d'assurer, non seulement, leur survie politique mais, aussi pour accéder aux capitaux qu'offre, si facilement, le pouvoir. A travers cette pratique, l'espace politique de la Province Orientale démembrée s'est restructuré, de façade, au point que, l'aristocratie qui s'était installée, lors du régime Mobutu, a été incubée et incrustée. Des nouvelles élites, ex nihilo, ont pu accéder à la cour des grands⁶. Mais, en même temps, la population a été désorientée et illusionnée sur la personnalité de ses élites politiques et très spécifiquement de ses représentants et représentantes sur fond de « relationnalité » culturelle et affective qui a nourri les élections.

Ces élites se retrouvent, notamment, au sein des institutions provinciales dont le Gouvernement Provincial et l'Assemblée Provinciale. Certaines ont pu y accéder par cooptation des « aînés » ; d'autres par le biais de leurs capitaux économiques ou sociaux dont les affaires et/ou les diplômes universitaires. Elles font, désormais, partie des « New Big Men » de la Province Orientale (Mamiki M. et Nkonko Jn. in Maindo Monga Ngonga, 2007).

L'espace politique dans cette province n'est plus alors un champ de seuls initiés, des héréditaires princes, une sorte de conglomérat aristocratique. Mais, avec ce mode d'action politique qu'est la transhumance, toute personne de toute origine et de toute catégorie sociale est à mesure d'accéder au pouvoir, depuis 1996. C'est cela que traduit la vision d'élite selon Gaetano Mosca dans sa théorie dialectique de circulation d'élite où des individus originaires de toutes classes peuvent accéder à l' "élite". Il s'agit donc d'une compétition constante entre les élites, avec un groupe d'élite remplaçant un autre à maintes reprises, et cela progressivement. C'est cela qui a permis à un « cycliste » à vélo d'être élu député national dans la circonscription Ville de Kisangani. Un véritable outsider qui a même été élu avec plus des voies que des chevronnés en politique. Comme peut le prouver le tableau ci-dessous.

⁶ Un transporteur à vélo appelé « Tolekiste » a même été élu député national en 2011.

Tableau 1. Résultats des législatives nationales de 2011 Ville de Kisangani

N°	Partis politiques	Elus	Suffrages exprimés	%
1	CDR	AWENZE	39.973	21
2	MIP	APAKA	10.797	5.67
3	MSR	BASANGO	11.802	6.2
4	FC	DARUWEZI	17.712	9.31
5	CPR	SIMENE	8.442	4.44

Source : Bureau de la Représentation provinciale de la CENI/PO

Comme on peut le constater le n°1 est ce « cycliste » à vélo qui a totalisé 21% des voies au détriment des vertébrés en politique et haut cadre des partis de la Majorité Présidentielle dont les numéros 4, 5, 3 et 2. Les numéros 2 et 4 ont été sur la même liste en 2006 à la députation provinciale. Lorsque le numéro 4 a été élevé au rang de Ministre, c'est le numéro 2 qui a presté à sa place. Le numéro 3 a été président de l'Assemblée Provinciale entre 2007 et 2010. Il y a donc eu entrée des nouvelles élites qui consacre la « circulation-assimilation » des élites dans cette province.

1.2. Transhumance et assimilation des élites politiques

La Province Orientale a été l'une des provinces qui n'a pas vu ses élites politiques se renouveler depuis le démantèlement de l'autoritarisme « mobutien » en 1990. Ce sont les « Mobutocrates⁷ » qui se sont pérennisés au pouvoir à travers le « multimobutisme ». Il fallait attendre la « révolution » « kabiliste » en 1996 pour voir une tentative d'entrée des nouvelles élites d'en bas (paysan et fonctionnaire, agent de l'Etat). Dans cette province, la quasi-totalité de ces acteurs politiques sont des souches moins nanties. Fils et filles des paysans et des petits bureaucrates, ils ne doivent leur émergence que sur base de leur diplôme universitaire. Ils vivent dans une pauvreté où ils développent diverses stratégies de survie. Bien plus, outre les districts de l'Ituri, du Bas et du Haut Uélé, qui sont limitrophes avec certains pays d'Afrique centrale dont le Sud Soudan, la Centrafrique, l'Ouganda qui n'ont pas une expérience démocratique avérée, celui de la Tshopo est très enclavé. La population de cette province se trouve ainsi dépourvue d'opportunité d'emploi, d'une part, et d'autre part, d'informations nécessaires sur les enjeux politiques. Les organes de presse qui s'y développent sont souvent de la majorité au pouvoir et des Eglises. Les échanges politiques sont réduits alors au clientélisme et à la manducation. Tout le monde veut d'abord assurer sa survie. La perception de dire et de faire des acteurs politiques dans cette province est pétrifiée par un germe monoclonal à une idéologie monolithique. Les bases du pouvoir n'y sont pas, pour la plupart, centralisées. Elles sont segmentées et réduites au clanisme, au tribalisme bref à la « relationalité » coutumière.

⁷ Par autoritarisme « mobutien » nous attendons l'autoritarisme du régime du Président Mobutu. Son démantèlement a dans un premier temps favorisé le maintien des élites politiques qui ont longtemps travaillé avec lui mais qui se sont alignés dans certains partis politiques autres que le Mouvement Populaire de la Révolution et ont constitué la Majorité Présidentielle et rarement dans l'opposition. Ce sont eux que nous appelons « Mobutocrates ». Et par « multimobutisme » c'est la multiplication des partis alimentaires pour affaiblir l'opposition. C'est ce qui a caractérisé la démocratisation entre 1990 et 1996 voire après la « révolution de l'AFDL » que nous qualifions de révolution « kabiliste ».

Ce sont les événements de démocratisation et de guerre qui ont permis la « circulation-assimilation » d'élites (Ponea Tekpibele(2009). En effet, dans la contingence de la violence politique récurrente qu'a connue ce pays, il y a eu dynamisme en action de ceux qui font l'histoire du politique en Province Orientale démembrée, notamment.

C'est cela qu'avait aussi prédit un activiste de la société civile rouspétant contre la « Mobutucratie » : « *Nous ne sommes pas nés pour contempler les autres réussir et que nous, nous demeurions éternellement à l'opposition ou dans les Organismes de défense des droits de l'homme* ». « *Nous devons aussi faire l'histoire de ce pays, et particulièrement de la Province Orientale, nous en avons la capacité et la compétence ; ce que nous avons déjà fait au sein de la société civile est assez, il faut maintenant prendre le taureau par les cornes. Nos vieux n'ont pas su aider cette Province à décoller économiquement voire à peser politiquement du fait de sa démographie et de sa superficie entre autre, nous aussi nous ne devons pas rêver. Ces aînés sont entrain de s'en aller, à nous maintenant de les remplacer et de faire mieux qu'eux. La politique n'est pas faite pour certains privilégiés et la misère pour d'autres qui ne se complaisent qu'à dénoncer ou à observer les uns réussir, soit disant pour des raisons d'idéal ou de scrupule politique. Il n'y a d'ailleurs pas de scrupule en politique* »⁸.

Ces événements⁹ ont certes, favorisé l'émergence de certaines élites gouvernementales mais, les élections de 2006 et de 2011 en ont assuré leur « circulation-assimilation » dans la mesure où les unes, qui avaient fait surface entre 1990 et 2003, ont dû connaître la sanction électorale soit positive soit négative et, les autres en sont nées ; d'autres encore en ont été maintenues pour avoir su « être souple et voir la réalité en face », à savoir transhumer vers des organisations politiques qui ont pu leur garantir la survie politique, sociale et économique. C'est du « pragmatisme » dira-t-on, en ce que les pratiques sociales des humains soient toujours la mesure de toutes choses.

Sur 88 députés nationaux élus en 2006, le PPRD(né de cendres de l'AFDL) a obtenu à lui seul 21 membres. C'est donc le parti qui a pesé le plus à ces élections¹⁰. Les 21 élus du PPRD ont été issus de la quasi-totalité des circonscriptions de la province. Il y a, en effet, eu des élus dans tous les 4 Districts de la Province Orientale. Dans le District de la Tshopo, les circonscriptions de Bafwasende et de Yahuma, ont été les seules à ne pas élire un candidat PPRD. Ce parti a au moins eu un candidat dans toutes les circonscriptions du Haut-Uélé. Au Bas- Uélé, les électeurs de circonscriptions de Buta, Bondo et Poko ont élu chacun un candidat PPRD. En Ituri, les 6 députés provinciaux PPRD se sont concentrés dans 4

⁸ Propos recueillis en 2005 auprès d'un acteur politique défrôqué de la société civile de la Ville de Kisangani, un des candidats présidents de la République non retenu en 2006

⁹ Démantèlement de l'autoritarisme du Président Mobutu en 1990, Guerre de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo(AFDL), guerre du Rassemblement Congolais pour la Démocratie(RCD), conflits armés, phénomène « Maï-Maï »

¹⁰ Etant à l'époque un parti au pouvoir et malgré son jeune âge, le PPRD disposait déjà d'un moyen de communication et de sensibilisation très important pour se faire connaître sur l'ensemble de la province. Ce sont les chaînes de radio et télévision publiques. Aussi, le fait qu'il avait des cadres qui dirigeaient le Gouvernement provincial de l'époque en opposition aux cadres des rebellions dites de correction. Ce parti ne pouvait que faire bonne audience dans les zones qui ont subi les affres de guerres du RCD. Les populations de la Province Orientale démembrée n'ont donc pas accordé un crédit aux candidats issus de ces ex-mouvements rebelles. Ici, on peut évoquer les guerres de Kisangani, le phénomène « effacer le tableau » du MLC.

circonscriptions électorales sur 5 que compte ce district. La circonscription de Mambasa est la seule à ne pas avoir un élu comme député, un candidat du PPRD.

En deuxième position, on retrouve en ex æquo les Forces du Renouveau(FR)(nées des cendres du RCD/K-ML) et le Mouvement Social pour le Renouveau(MSR) qui ont chacun 12 députés.

Les FR tirent le gros de leur effectif à savoir 12 représentants des milieux où le RCD/KM-L alors mouvement politico-militaire, qui était particulièrement influent, notamment dans les districts du Haut- Uélé, de la Tshopo, et de l'Ituri. Le choix un peu tôt des leaders de ce parti, dont Mbusa Nyamwisi, ex étudiant de l'université de Kisangani, le professeur Wale Sombo, enseignant à l'Institut Supérieur de Commerce de Kisangani(ISC/Kis), de s'aligner derrière le Gouvernement de Kinshasa de l'époque(année 2000) a valu au RCD/KML une certaine crédibilité aux yeux des partisans de parti au pouvoir en Province Orientale où du reste ce parti a vu le jour en scission du RCD/Goma à Kisangani sous Wamba dia Wamba. Et c'est dans cette province que les regroupements politiques FR, RCD/KML disposent de plus des députés provinciaux.

Le MSR ayant les membres issus de la société civile, a donc bénéficié du crédit électoral que la société civile avait auprès de la population éléctrice pendant la période des rébellions en Province Orientale. La société civile a donc joué un grand rôle pour la paix et la réunification voire la démocratisation, pendant la transition pacifique(1990-1997) et durant les différentes rebellions et même après les rébellions(1998-2016). Ce parti a été représenté dans 11 circonscriptions. Contrairement à la formation précédente, le MSR¹¹ a été présent dans tous les 4 Districts de la Province Orientale. Il s'est donc étendu d'une manière assez équilibrée parce que la société civile avait ses ramifications sur l'ensemble de la province.

En troisième lieu venait le Mouvement de Libération du Congo(MLC est un ex-mouvement rebelle né à Kisangani) qui a été représenté dans 7 circonscriptions électorales. Il n'a eu aucun élu dans le District de la Tshopo. Son passage en tant que mouvement politico militaire dans ce district a été frais dans les mémoires des électeurs des districts Swahiliphones (Tshopo, Ituri et la ville de Kisangani) de la Province. Aussi, son histoire sur le phénomène « effacer le tableau »(ASDI, 2009) a certes pesé en sa défaveur pour ne pas bénéficier de la confiance des électeurs du District de la Tshopo. Ce parti et le RCD/ML, le RCD/N dans leur quête de leadership de la région de Beni-Ituri-Isiro, ont été accusés d'avoir massacré et mangé la chaire humaine(anthropophagie). Le District de l'Ituri avait alors connu ce drame vers le mois d'octobre 2002 à la suite des opérations militaires menées par les troupes de ces mouvements politico-militaires¹².

¹¹ Ce parti a été divisé en 2016 et quant bien même les caciques provinciaux de ce parti ont basculé vers l'opposition(G7), les « petits poissons » eux sont restés à l'aille du pouvoir pour continuer à jouir des dividendes du pouvoir.

¹² Dans leur progression en direction de Beni et de Butembo qui était le Head quater du RCD/ML, les troupes du MLC, Armée de Libération du Congo(ALC) et alliés s'étaient alors livrées au cannibalisme, au pillage des ressources naturelles aux viols et violences sexuelles dans ce qu'a été l'opération appelée par les agresseurs « effacer le tableau ». Les victimes avaient été mutilées, des adultes et des enfants avaient subi des prélèvements d'organes, ou ont été mutilés, cannibalisés...». Ces actes ont joué contre ces partis lors des élections de 2006 dans cette province. Lire à ce propos ASDI, *République Démocratique du Congo (RDC), Profil Genre*, Septembre, 2009

Le Camp de la Patrie avait pris la quatrième position et a été présent dans 6 circonscriptions sur 25 que compte la Province Orientale où il a eu des élus, en 2006. 4 de ces 6 circonscriptions se trouvent dans le District de la Tshopo. L'emprise de ce regroupement politique dans ce District pouvait se justifier par le fait que son représentant provincial était de la Tshopo, aussi était-il membre de l'Exécutif provincial durant la dernière transition. Ex-Procureur dans la ville de Kisangani, sa personne aurait donc joué un rôle important durant les campagnes électorales de 2006. Ce dernier est cependant une des figures de prou du vagabondage politique entre 2003 et 2016.

En cinquième lieu se trouve la Convention des Démocrates Chrétiens(CDC), seul regroupement plébiscité au niveau provincial dont le leader est natif de cette province. Ses candidats ont été élus dans 5 différentes circonscriptions du District de la Tshopo et du Bas-Uélé. La ville de Kisangani a été la seule circonscription de District de la Tshopo où un candidat CDC a été élu. 4 autres circonscriptions ont été dans le Bas-Uélé. L'influence du leader de ce regroupement, a été prépondérante pour une percée significative dans cette partie de la province, à savoir le district du Bas-Uélé.

Le RCD parmi les mouvements rebelles qui ont dirigé cette province entre 1998 et 2003, avait pour sa part bénéficié aussi de 5 élus dans les 25 circonscriptions électorales de la Province Orientale.

La formation politique ayant aussi conquis une assez majeure partie des circonscriptions de la Province Orientale a été la Coalition des Démocrates Congolais (CODECO). A l'exception du District de la Tshopo, ce regroupement s'est retrouvé dans les trois autres districts et c'est en Ituri où les députés CODECO ont été élus dans chacune de ses 5 circonscriptions.

Le Parti Démocrate Chrétien(PDC)¹³ a vu deux de ses candidats élus dans deux circonscriptions du District de la Tshopo, notamment Isangi et Kisangani.

Les candidats de l'Union des Démocrates Mobutistes (UDEMO) ont été élus dans deux circonscriptions notamment à Bondo dans le Bas- Uélé et à Rungu(Isiro) dans le Haut-Uélé.

Notons que certaines circonscriptions n'ont pu faire de certains candidats, que des uniques Députés Provinciaux de leur formation politique. Il s'agit de :

- Poko : UREC et Alliés
- Dungu : Démocratie Chrétienne
- Wamba : Convention des Congolais Unis
- Wamba : PE(Renaissance PE = Renaissance Plateforme Electorale
- Irumu : FSDD = Front des Sociaux Démocrates pour le Développement.
- Mahagi : Parti Lumumbiste Unifié

Il y a eu sept indépendants qui ont été, du reste, élus comme tels mais ils ont été proches du regroupement politique : Alliance de la Majorité Présidentielle(AMP). C'est notamment le cas de l'élu de Bafwasende.

La cartographie des formations politiques s'est présentée ainsi avec beaucoup de diversités en Province Orientale. Si dans le District de la Tshopo, il y a eu beaucoup des

¹³ Ce parti aussi a été divisé en 2016 et ses dirigeants de la Province Orientale démembrée ont préféré basculé vers l'aile de la majorité alors que son leader fondateur a migré lui vers l'opposition dans le G7.

Députés uniques à travers ses circonscriptions à plus d'un siège où il y a eu une grande hétérogénéité des partis ou des regroupements politiques. Il sied de noter que certains « Grands partis » comme le PPRD, les FR ou encore le MSR n'ont pas toujours été bien appréciés et bien connus partout de la même manière. Leur influence n'a pas été significative dans les zones « lingalaphones », entre autres dans le district du Bas-Uélé où le parti CDC créé par un natif du Terroir a eu plus de crédits et est apparu comme la première force politique de la Province Orientale et à laquelle plusieurs autres élites politiques ont adhéré tant sur le plan national que local.

En outre, il y a eu d'autres formations politiques qui n'ont pas pu arracher des sièges faute de leadership de leurs élites et par le fait qu'elles aient été tout simplement des formations satellites de grandes organisations, notamment le PPRD, le MLC. Et comme le vote se passait simultanément le même jour pour le deuxième tour de la présidentielle et de la députation provinciale, pour plus de cas, c'est le premier choix du parti qui l'emportait sur le deuxième lorsque le candidat député n'appartenait pas au même parti que le candidat président pour qui il a pourtant battu campagne, ceci du fait de volume (plusieurs pages) du bulletin de vote et de l'analphabétisme des électeurs et électrices¹⁴.

Quant à l'âge des élus, notamment provinciaux, le maximum était de 59 ans alors que le minimum était de 29 ans. Au Bas-Uélé, sur 17 sièges mis en compétition, le maximum d'âge a été de 61 ans et le minimum était de 35 ans. Dans ce district, c'est le CDC regroupement cher au fils de terroir qui avait plus d'élus soit 4, suivi de PPRD, 3 élus ; MLC, MSR, CODECO 2 élus chacun et enfin UDEMO, UA, RCD et Camp de la Patrie 1 élu chacun. Dans le Haut-Uélé, l'âge maximum des élus provinciaux était de 67 ans et celui minimum était de 31 ans. Ici, c'est encore le PPRD qui était en tête quant au nombre des élus avec 6 élus suivi des FR avec 5 ; le MSR 3 et tout le reste dont la DC, la CODECO, le MLC, le RCD, l'UDEMO, la CCU, la RENAISSANCE Plate Forme 1 élu chacun. Le Haut-Uélé est l'une des circonscriptions où il y a encore trop des « Mobutistes » mus au « PPRDisme » au pouvoir. En Ituri, sur 27 sièges, c'est encore le PPRD qui était en tête avec 6 élus suivi du CODECO avec 5 et les MLC et MSR 4 élus chacun ; les FR 3 élus et les PALU, RCD, FSDD 1 élu chacun. Le maximum d'âge a été de 68 ans alors que le minimum était de 32 ans¹⁵.

Ce paysage fait donc ressortir le fait que les vieux sont revenus aux affaires à l'Assemblée Provinciale de la Province Orientale. Ce qui a fait qu'un « vieux » soit aussi élu Gouverneur de cette province en 2007. La gérontocratie n'a été que confirmée dans cette province monoclonale politiquement. Ces élus provinciaux ont bénéficié de plus de deux mandats du fait de non organisation des élections provinciales en 2011 et 2016. Certains d'entre eux qui avaient tenté de se présenter aux législatives nationales en 2011, l'ont été dans d'autres formations politiques que celles pour lesquelles elles jouissaient du mandat. Ceci dans la mesure où il y a eu multiplication des partis alimentaires en lieu et place de regroupement. Ceux qui ont échoué ont continué à jouir de leurs anciens mandats et ceux qui avaient réussi dont 1 titulaire et son premier suppléant du même parti en 2006 aux

¹⁴ Nous avons fait ce constat lors de dépouillement et comptage de bulletin de vote tant dans les bureaux de vote que dans le centre de compilation des résultats dans notre aire de compétence en tant que chef de bureau de liaison de la CEI en 2006 et Chef d'Antenne de la CENI en 2011.

¹⁵ Archives de la CEI sur les résultats provisoires : listes des députés provinciaux élus par circonscription octobre 2006.

provinciales de la Ville de Kisangani mais qui se sont présentés différemment dans deux autres partis et tous deux ont réussi comme député national en 2011. C'est leur deuxième suppléant qui a continué à prester à leur place à l'Assemblée Provinciale mais, qui s'est présenté lui aussi aux législatives provinciales dans un autre parti en 2015. Des candidatures qui sont restées pendantes faute d'organisation des élections cette année.

Ainsi, si les visages ont quelque peu changé, le gain politique a été minable, nous fait affirmer Mova Sakanyi(2006). Le moins qu'on puisse dire est qu'aucun événement survenu ces 30 dernières années n'a permis une véritable reconfiguration qualitative de l'espace politique en RDC, en général et, très spécifiquement, en Province Orientale.

Les élites dirigeantes que le Président Laurent Désiré Kabila avait souhaité envoyer en pension en 1997, ont refait surface et continuent à occuper les postes de responsabilité, tant au niveau central que local. Elles sont mandataires des Entreprises publiques, Ministres, Sénateurs, Députés nationaux et responsables dans l'exécutif provincial. Les seules institutions qui ont vu des nouvelles figures, cooptées du reste par les « vieux », c'est l'Assemblée Provinciale et quelque peu le Gouvernement Provincial, en particulier les Ministères Provinciaux. Ces nouvelles figures sont le fruit de la reconfiguration du champ politique.

En effet, ce sont des nouvelles formations politiques nées avec les guerres qui ont permis l'émergence des nouvelles élites locales. Ainsi, sur au moins 50 partis politiques présents aux élections de 2006 en Province Orientale, il n'y a eu qu'un seul structuré déjà pendant la première République, à savoir le Parti Lumumbiste Unifié(PALU). Les autres sont nés soit durant l'ouverture politique de 1990, soit encore à partir de la révolution de l'AFDL et de la rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie et Mouvement de Libération du Congo.

En 2011, d'autres formations politiques se sont ajoutées à celles de la transition 1990 et celles des élections de 2006. C'est à croire qu'à chaque processus électoral, naissent des nouveaux partis politiques ou regroupements politiques mais toujours avec les mêmes élites disséminées à travers ces partis ou ces regroupements politiques¹⁶. La plupart des leaders de ces organisations politiques ont presque tous une souche politique. Elles sont nées des cendres soit du MPR, soit de l'AFDL. Leur particularité est la trahison qui caricature leur vie et leurs actions politiques pour l'accès et la maintenance au pouvoir. Dès lors, la transhumance alimentée par la trahison devient un mode de légitimation du pouvoir des élites politiques.

La « circulation-assimilation » des élites n'a été, à la fin de compte que de façade, le moins qu'on puisse dire, est qu'il s'est agi de la politique de « hôte-toi de là pour que je m'y mette » où la trahison a fait son bon larron pour la réussite de cette pratique politique clientélaire. Ces élites « fonctionnaires politiques » ne constituent alors, selon Chagnollaud D. (2004), qu'un « groupe de strates » dans la perspective wébérienne et non des élites dans la perspective marxiste. Elles sont, certes, détentrices des rôles politiques mais faibles sur le plan économique. Cette faiblesse économique les pousse à s'arc-que-bouter au pouvoir et à se saisir de toute opportunité pour y rester.

¹⁶ Sur la liste actualisée des partis politiques du 12 juillet 2011, il y a eu 394 partis politiques reconnus. Liste signée par le Vice Ministre Zuka Mon'do Ugonda Lemba.

La transhumance a donc des incidences à tous les niveaux : institutionnel, personnel, social et politique. Elle permet la vérification de la maxime populaire lingala « Kipe ya yo » pour dire « contente-toi de tes affaires ». L'essentiel a été l'occupation des postes de pouvoir quel qu'il en soit.

Mukendi Tshimuanga(2007, pp.116-118) relève le fait qu'il y a comme un refus de l'idéologie dans le fonctionnement du système politique congolais. Depuis l'indépendance, ce ne sont pas les partis et leur idéologie qui sont prépondérants, mais plutôt les individus. Les récentes élections l'ont encore démontré. Dans la création des partis, les affinités idéologiques sont rarement prises en compte, ce sont plutôt les individus qui sont sollicités en fonction de leur appartenance ethnique ou du degré de familiarité avec le fondateur de parti. [...] Le refus de l'idéologie se manifeste aussi dans l'obsession de l'unanimité si caractéristique du paysage politique congolais, notamment en Province Orientale démembrée. Ce qui est contraire au système démocratique où s'affrontent des idéologies différentes. Ce système ne recherche pas l'unanimité et la réconciliation à tout pris. Il promeut plutôt le pluralisme, favorise l'alternance.

Devant cette faiblesse idéologique les acteurs se plaisent à faire le « ping-pong » à travers les formations socio-politiques, entre la société civile et la société politique ou entre les partis politiques.

La conséquence en est l'oubli de la société et de ses aspirations, à long terme, au profit de calculs politiques clientélistes, à court terme. La société devient ainsi, dans ce jeu, à la fois juge et accusée: juge parce que source ultime de légitimité de tout pouvoir de ces élites politiques dirigeantes pantins, mais aussi accusée et coupable parce que ultimement responsable de ses choix politiques, dont elle est souvent victime.

C'est la crise d'éthique au sommet de la gouvernance et de la démocratie représentative (Gauchet M., 2002). Cette crise astreint la démocratie à fonctionner avec des lois dont elle en devient victime lorsque celles-ci sont vidées de leur substance morale par le biais du formalisme juridique et de la déresponsabilisation politique des élites gouvernementales. La vie politique des gouvernants reste tournée vers les avantages personnels et ils se montrent peu soucieux d'opinions idéologiques et de choix éthiques (Mukendi Tshimuanga, op.cit, pp.119-120).

Par la transhumance, les acteurs politiques croient pouvoir assurer la circulation des élites, car disent-ils, s'ils restent dans les partis d'opposition ils ont peu de chance d'accéder, un jour, au pouvoir. Il faut « kolanda esika mayi eza ko tiola » (Il faut suivre le mouvement des eaux). Cette pratique est donc en interaction profonde avec les perceptions politiques habituelles et modernes. Il faut « kozala na temps » pour dire, il ne faut pas laisser la chance qui vous sourit s'échapper. Lorsqu'il est question de vibrer dans la Mouance Présidentielle, il faut le faire. Agir autrement, c'est vouloir moisir dans l'opposition et ne rien profiter du combat politique enduré¹⁷.

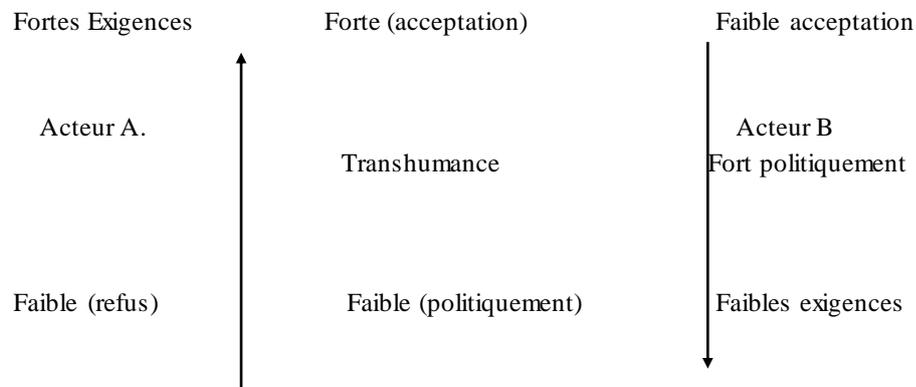
La transhumance est, ainsi, ce mode de perception de l'activité politique comme une pratique moins démocratique mais qui finalement alimente la démocratie dans cette province et dont se servent des acteurs politiques soucieux de se constituer en une oligarchie des prédateurs qui, à chaque instant, y recourent pour accéder au pouvoir et s'y maintenir. Pour

¹⁷ Propos recueillis lors de nos entretiens dans le Territoire d'Ubundu en 2010.

les acteurs qui y recourent, il s'agirait d'une sorte de « réalisme politique » des élites politiques en ce que, les unes restent à l'opposition et d'autres vont au pouvoir, en quittant un parti vers un autre ; en quittant la société civile vers les institutions politiques. Ainsi se stabilise l'espace politique et de surcroît le système politique tout entier.

Ce sont les exigences socio-économiques et politiques qui, finalement, influencent les actions de ces acteurs. Au départ ils peuvent être d'accord sur certains points mais, avec l'évolution du processus démocratique très lente, ils arrivent à se brouiller et à être à couteau tiré les uns vis-à-vis des autres. Cela les pousse à se séparer, soit sous forme de scission, soit carrément sous forme d'adhésion à d'autres formations politiques plus offrant. Et comme, en Province Orientale, rares sont les partis à influence nationale créés par les natifs de la province, les élites politiques finissent, tout simplement, par adhérer aux autres formations politiques et, le plus souvent, celles de la Majorité au pouvoir. La figure ci-après résume cette réalité :

Figure 1. Exigences sociales et transhumance politique



Plus les exigences sociales et économiques sont fortes, faible est l'acteur politiquement et forte est son acceptation à la transhumance ; faibles sont les exigences sociales et économiques, fort est l'acteur politiquement, faible est sa tendance à la transhumance. Il alimente cependant un fort clientélisme. C'est cette interaction que nous avons observée et qui tend à conduire la vie politique congolaise, en Province Orientale, depuis la relance du processus démocratique en 1990.

Les événements politiques dont le changement de système politique du monopartisme au pluralisme, le changement de régime du président Mobutu par l'AFDL de Laurent Désiré Kabila, les accords de Sun City, les élections de 2006 et celles de 2011, voire la fin du mandat du président Joseph Kabila et la recherche de l'alternance politique, influencent fondamentalement les comportements des élites politiques qui doivent toujours chercher à mieux se positionner. Quasiment à chacun de ces événements, il y a eu transhumance soit ascendante soit descendante ou horizontale.

Ces événements ont été des véritables zones d'incertitude pour ces élites car, toutes sont souvent du côté de la majorité au pouvoir. Alors, une fois cette majorité au pouvoir est basculée, elles ne cherchent qu'à se repositionner dans les arènes politiques. Si les élites descendantes s'y emploient plus, c'est parce qu'elles ne sont pas souvent enracinées dans leurs circonscriptions respectives. Elles restent souvent à Kinshasa sans une quelconque communion avec leur base politique. Et cela leur vaut un recyclage que leur soumet les

électeurs, notamment au regard de deux élections législatives nationales(2006 et 2011) et une provinciale(2006).

Les élites ascendantes qui ont été auréolées en 1997 sous AFDL ont connu malheureusement le même sort. Elles ont été endoctrinées par leurs « aînées » et se sont livrées à l'instrumentalisation des électeurs à leurs fins personnelles. La transhumance politique discrédite paradoxalement les élites politiques et, subjective le processus démocratique en un simple multipartisme personnalisé.

2. Transhumance comme mode de légitimation et pérennisation des élites politiques dans l'équilibre social

Pareto(1919, pp1293-1305) attribue à travers sa théorie de « circulation des élites » des fonctions de premier plan dans l'équilibre social et dans les révolutions. Mosca aussi évoque la « circulation de l'élite » entant que théorie dialectique qui met en compétition permanente et constante les élites dont les unes remplacent les autres.

Ponea Tekpibele(op.cit, p.13) s'est servi de la conception de Mosca pour illustrer la manière dont les élites politiques de la Province Orientale se meuvent et circulent à partir des guerres ou des violences politiques.¹⁸

La théorie de la circulation des élites n'est pas nouvelle, chaque acteur l'observe de sa manière et elle se présente différemment selon les contrées et/ou les sociétés, selon le contexte et selon les pratiques quotidiennes des opérateurs sociaux, économiques et politiques. Depuis la démocratisation, la transhumance politique est apparue comme une pratique quasi constante dans le champ politique congolais pour la conquête, l'exercice et la maintenance au pouvoir. Elle a été aussi un moyen et une action à travers laquelle les élites politiques ont circulé et circulent dans le champ politique. La circulation étant alors une mobilité des hommes et des femmes qui vont et viennent dans les instances du pouvoir en quête des ressources matérielles et symboliques.

Considérant la période post conflit en RDC, il s'est observé une forte mobilité d'opérateurs politiques, économiques et sociaux non seulement de façon horizontale, ascendante mais même descendante. Des élites politiques qui ont quitté la sphère du pouvoir du fait de la chute du régime Mobutu et ont laissé place aux autres qui sont venues avec Laurent Désiré Kabila (celles de la diaspora principalement et les maquisards), soit qu'elles étaient dans l'opposition¹⁹, la société civile, soit encore du fait de la guerre ou violence interethnique²⁰, ou des compromis politiques²¹et enfin suite aux dernières élections de 2006

¹⁸Le cadre d'expression de compétences des élites politiques qu'il observe dans sa recherche ne coïncide nullement avec celui de Mosca, c'est-à-dire un cadre organisé et structuré à travers une société bureaucratique. Il penche sa recherche sur la forme de mobilité des élites politiques marquée par l'habileté, la capacité de chacune à se saisir du pouvoir partant des guerres, la violence politique et les conflits armés interethniques et l'influence qu'ont d'autres sur la prise des décisions d'intérêt commun.

¹⁹ On peut citer : Yagi Sitolo, Alauwa Lobela, Obotela Rashidi, entre autres)qui étaient dans l'opposition et à la société civile, il y a avaient : Maindo Monga Ngonga, Baise Bolamba, Firmin Yangambi, Simon Bokungu, Bolengetenge, etc.

²⁰ Le cas de Baruti Ekumayete, Wale Sombo, Bilusa Baila, Lola Kisanga, Froribert Asiane, Bene Kabala, Esiso Asia Amani, Wale Lufungula, etc.

²¹ Nous avons notamment Aut sai Asenga, Toengaho Lokundo, Moliso Nendolo, Yogba, Bule Gbangolo, Buse Falay, etc.

et 2011²². Ces différents opérateurs se sont illustrés, non seulement, en termes de transhumance mais, aussi et surtout, en terme de recyclage.

En effet, ceux qui ont travaillé avec Mobutu mais, écartés par le régime Laurent Désiré Kabila, ont refait surface avec Joseph Kabila et se sont confirmés aux élections de 2006 et 2011. Et d'autres encore ont émergé à partir de la guerre et se sont maintenus même après les élections ; et vice versa du fait d'un straddling ou d'un positionnement moins stable. Les élites qui ont émergé avec les rébellions ont quitté ces mouvements politico-militaires, quoique transformés en parti politique, pour se présenter sur les listes des nouveaux partis et cela différemment durant les deux élections législatives nationales organisées en 2006 et en 2011. Les candidatures déposées en 2015 pour les législatives provinciales ont confirmé la pratique.

Il y a eu mouvement des élites d'en haut et celles d'en bas. Ce qui a créé une sorte de légitimation exclusive et inclusive car les deux types d'élites s'arc-que-boutent aux rênes du pouvoir et, pour ce faire, elles ont toujours adhéré aux partis qui leur ont garanti l'accès aux postes de responsabilité. Cet accès a permis aux unes et aux autres de se doter des ressources matérielles et symboliques qui les ont mis toutes « au dessus de la mêlée ». Les premières sont restées des élites d'en haut de haut et les secondes des élites d'en haut de bas ; donc des assimilées. Elles sont alors légitimées sur fond des postes qu'elles occupent et des responsabilités qu'elles assument car désormais tout le monde veut se faire prévaloir par rapport aux relations qu'il tisse avec elles. « Je suis frère à celui-ci, je suis belle sœur à celui-là ». Tel est le langage que développent les clients de ces élites. Ces clients deviennent eux-mêmes, de surcroît, des intouchables.

Les premières élites étant d'en haut sont l'objet d'une sorte de légitimation²³ exclusive (Morlino L., 2001) car c'est par leurs ressources financières, matérielles et symboliques acquises sur base d'occupation permanente des postes de décision, qu'elles sont valorisées et acceptées de commun de mortel. Dès lors, elles sont au pouvoir quasiment tout le temps.

Les secondes font l'objet d'une légitimation inclusive dans la mesure où elles sont, par leur émergence politique puis économiques et symboliques, assimilées aux élites d'en haut. Elles deviennent ainsi les haut d'en bas. Elles sont des intermédiaires entre les élites d'en haut de haut et les masses locales, les paysans et paysannes, fonctionnaires et agents de l'Etat.

Du fait de leur permanence aux institutions politiques, elles sont identifiées dans leurs milieux de vie comme quasiment des institutions. Elles sont Excellence(ministre), honorable(député), quoique de fois honoraires mais, elles jouissant de cette notoriété

²²Nous avons des personnalités comme Bongeli Yeikelo Ya Ato, Bondekwe, Abibi Azapane Mango, Daruwezi Mokombe, Yagi Sitolo, Mokonda Bonza, Tokole Jean, Bangakia Angaze, Moliso Nendolo, Apaka Tombila, Basangu Makedjo, Bamanisa Saidi, Abdallah Pene Mbaka, etc.).

²³ Par légitimation, il faut attendre un processus de développement de la légitimité. Il s'agit d'une adoption d'un ensemble d'attitudes positives à l'endroit des institutions démocratiques, celles-ci étant considérées comme la forme de gouvernement la plus appropriée. (Morlino, 1980). C'est une croyance que les institutions démocratiques sont supérieures. La légitimité démocratique repose sur la croyance que, pour un pays donné, à une époque donnée, aucun autre type de régime ne saurait mieux assurer la poursuite et la réalisation des fins collectives. Linz J J. And Stepan A., 1978)

populaire. Finalement elles sont institutionnalisées. Les institutions les collent à la peau et font d'elles des notabilités à vie.

Pourtant, ces deux élites ne jouissent ainsi que d'une légitimation réduite à l'occupation des postes du pouvoir en lieu et place des institutions démocratiques légitimes. Ce qui alimente des ancrés d'une démocratisation exceptionnelle où la transhumance devient une pratique « démocratique » qui catalyse des tensions politiques. Elle dénature la démocratisation en légitimant non les institutions démocratiques mais des personnes qui occupent pendant longtemps des postes du pouvoir. Ceci tant dans la société civile que dans les partis politiques.

Dans la société civile, en Province Orientale, en dehors des institutions d'appui à la démocratie²⁴, certains de ses opérateurs ont dû bénéficier des postes au sein des certaines entreprises publiques et certains services publics de l'Etat, dont l'Institut National de Sécurité Sociale(INSS), la Sidérurgie de Maluku, etc., du fait de la transhumance. Ils n'ont pas seulement abandonné leurs organisations respectives de la Société Civile mais bien plus, ils ont confirmé leur volte face en devenant des véritables opérateurs politiques proches du pouvoir. Ceux qui ne se sont pas retrouvés lors du partage du gâteau lors des négociations politiques, ont lorgné certaines organisations politiques de l'opposition et d'autres de la majorité présidentielle, après les élections de 2006 et de 2011.

La dénaturation des associations de la société civile ou de leurs leaders n'a pas commencé de nos jours. Déjà à l'aube de l'indépendance, l'Association des évolués de Stanleyville (AES) a été une association dont les leaders sont devenus des redoutables acteurs politiques, en l'occurrence Patrice Emery Lumumba dont le début de la politique se situe à Kisangani. C'en a été le cas de LOPES qui avait remplacé Lumumba à la tête de l'AES dans la lutte entre les originaires et les non originaires au sein de cette même organisation associative.

Vers les années 1990-1996, le club de la Tshopo, le Forum Social et Economique de l'Ituri (FORESI), l'Association pour le Développement du Bas-Uélé(ADBU), l'Union Okapi, le Visa/Province Orientale(VPO), le Groupe des leaders politiques et de la Société civile de la Province Orientale²⁵ et bien d'autres encore n'ont été que des associations soi-disant apolitiques de façade ; elles ont été des vraies machines politiques à travers lesquelles certains opportunistes-pantins avaient fait des déclarations politiques et avaient pris des positions sur les événements de l'heure notamment le découpage territorial ou la formation des équipes gouvernementales. Si ces acteurs ont survécu, ces associations et ces organisations non gouvernementales ne l'ont pas été forcément. Ce sont donc des personnes qui se sont institutionnalisées.

²⁴ Notamment la Commission Electorale Indépendante(CEI)/Commission Electorale Nationale Indépendante(CENI), la Haute Autorité des Medias(HAM), l'Observatoire National des Droits de l'Homme(ONDH) ; la Commission Vérité et Réconciliation(CVR) et la Commission de l'Ethique et de la Lutte contre la Corruption(CELC).

²⁵ Parmi les membres influents qui formaient le Groupe, il y avaient des personnalités comme : Tanabanu ma Dalu, Bwanza Lobela, Mokeni Ekopikane, Mokili Bitilasi, Lola Assani, Makwaya, Idelphonse, Tika Achaotema Robert, Bofando Gustave, Boholi Lokoli, Lonia Balo Salomon, Lombe Afofa, Mtoro Likanda, Yakako Bokanga, Kidicho Sefu, Angapay Bokote, Bisele Angiso, Labama Lokwa, Tibamwenda Basara Byaruhanga, Litombo Wamenga, Libaki Idumade, Onya Fidele, Lofolo Yenga Mabruki. La plupart d'entre elles ont adhéré au PPRD ou dans une formation politique membre de l'AMP. entre 2003 et 2009.

Dans le domaine politique la transhumance n'a pas permis que les organisations politiques soient durables et ancrées mais bien des personnes. Certains partis nés entre 1990 et 1997 dont le Parti Démocrate au Zaïre//du Congo(PD), le Parti Social Démocrate(PSD), le Rassemblement des Jeunes Nationalistes(RJN), Parti d'Action Rurale pour le Développement(PARD), l'Alliance des Patriotes Libéraux(APL), etc. qui avaient une assise sur terrain en Province Orientale, ne se sont plus retrouvés après l'AFDL. Les leaders de ces partis ont été engloutis dans l'AFDL et les partis qui l'ont succédée au point que l'espace politique a été quasiment renouvelé de façade en 2006 avec des nouveaux partis sans nouveauté politique et sans forcément nouvelles figures. Si on s'en tient à la liste de Kayembe Yamilamba et Ntumba Mutombo sur 408 partis plus d'une centaine n'ont plus existé en 2005 sur la liste de la loi n°04/002 du 15 mars 2004. Pourtant les leaders de ces partis sont toujours restés des fonctionnaires politiques. Ils sont vivants dans les mémoires des populations et non leurs partis.

Le commun des mortels parle alors de temps de Lumumba, de Kasa Vubu, de Mobutu, de Iléo, de Lengema, de Bamanisa mais presque jamais de leurs partis. Ceci tout simplement parce que les partis ne jouent pas leur rôle ; celui de former l'opinion et ses militants par un encadrement doctrinal et idéologique²⁶. Faute de cette exigence ontologique au parti, ce sont les acteurs des partis qui sont mieux connus et non leurs partis. Dès lors ces acteurs n'ont pas une fidélisation à la cause commune et ne sont pas pétris d'une éthique qui leur interdit toute errance.

Ainsi, le champ politique dans cette province ayant été ouvert aux parvenus et aux arrivistes de tout acabit, la transhumance est restée une épine à la transformation émancipatrice de la démocratie et d'une gouvernance pour son développement durable.

Elle est restée l'expression ou l'illustration de la dépendance économique dont souffrent les opérateurs politiques de cette province. Pourtant, pour Weber M. (2005), l'homme politique doit, dans des conditions normales, être économiquement indépendant des revenus que l'activité politique pourrait lui procurer. Cela veut dire qu'il est indispensable de posséder une fortune personnelle ou d'occuper une situation sociale privée susceptible d'assurer des revenus suffisants. Ce qui fait défaut aux élites politiques de cette province.

Du fait d'un faible potentiel économique, les transhumants de la Province Orientale, n'ont vécu et ne vivent que de et par la politique sans laquelle, ils se sentent réduits, moins importants. Ils font les deux à la fois idéellement certes, mais aussi la plupart du temps, soit parce qu'ils trouvent un moyen de jouissance dans la simple possession du pouvoir, soit parce que cette activité leur permet de trouver leur équilibre interne et d'exprimer leur valeur personnelle en se mettant au service d'une « cause » qui donne un sens à leur vie. C'est en ce sens profond que tout homme sérieux qui vit pour une cause vit également d'elle. Nous dirons donc que celui qui voit dans la politique une source permanente de revenus « vit de la politique » et que, dans le cas contraire, il vit « pour » elle (Weber M., op.cit).

Dans cette province, le départ quasi-totale des militants de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) vers le mouvement AFDL et plus tard vers le PPRD, le PPPD dénote qu'il s'est agi moins d'un idéal démocratique que de la poursuite des

²⁶Lire à cet effet, le Manuel de structuration d'un parti politique, produit par Friedrich Ebert Stiftung Cameroun/Afrique Centrale dans les Presses universitaires d'Afrique Centrale, 2014.

revenus que ceux-ci s'y étaient adhérents estimant que cette organisation représentait l'opinion publique et s'y adhérer offrait plusieurs possibilités de mérite de la confiance des électeurs lors des échéances électorales qui se préparaient à cette époque, à l'issue de la Conférence Nationale Souveraine(CNS). Même si certains de ces acteurs ont justifié leur action par le fait que « nous avons estimé que l'AFDL avait le même souci que l'UDPS et que la quasi-totalité de la population boyaumaise(habitant de la Ville de Kisangani appelée aussi Boyoma) avait adopté ce mouvement lorsqu'elle avait crié au stade Lumumba : Avancez ! Avancez !, demandant par là même à Mzee Laurent Désiré Kabila d'aller jusqu'à Kinshasa, pour libérer le peuple Congolais du joug de l'autoritarisme du Président Mobutu et de ses pairs, nous ne pouvions donc pas demeurer dans ce parti alors qu'il s'offrait devant nous une opportunité d'accéder au pouvoir démocratiquement par le truchement de l'AFDL. N'oubliez pas que c'est par les élections à main levée que nous avons été votés !²⁷ Ici les personnes humaines sont restées les institutions ont fait la déconfiture. Le Président Mobutu est parti mais les « mobutocrates sont restés sans que la démocratie ne soit installée. On a changé la manche du couteau en maintenant le couteau, c'est toujours le même couteau.

La démocratisation se trouve ainsi réduite au multipartisme et à la libéralisation du monde associatif. Il y a eu moins adoption d'un ensemble d'attitudes positives à l'endroit des institutions démocratiques que des personnes auréolées. Des personnes qui ne sont d'ailleurs pas pour la plupart de temps de chefs de partis et qui font rarement des déclarations publiques pour le compte de leur parti. Des partis dont ils ne sont pas de fondateurs mais y adhèrent comme modalité politique moderne mais ils fondent désormais leur légitimation dans une « relationalité » tribale et coutumière.

Conclusion

Parti du constat selon lequel la démocratisation en République Démocratique du Congo a coïncidé avec la crise économique et le dépérissement de l'Etat, il s'est avéré qu'elle a eu à faire face au défi économique que politique. Ce qui a nécessité la construction de l'Etat de droit et le relèvement du niveau de vie des populations. Ce processus a vu se développer diverses stratégies de survie de la part de deux types de populations : celles d'en haut constituées des élites politiques et celles d'en bas constituées de la masse ouvrière et paysanne.

Ces deux populations sont pourtant dominées par la volonté d'asseoir la démocratisation. Les premières ayant le contrôle des leviers du pouvoir ont tenu à s'y maintenir alors que les deuxièmes devraient casser le roc pour intégrer la cour de grands. Toutes les deux ont alors développé la transhumance comme mode d'accès, de maintien et de survie politique outre les urnes.

Par ce mode les premières ont pu jouir d'une légitimation exclusive alors que les deuxièmes ont joui d'une légitimation inclusive. Ces deux légitimations sont pourtant restées réduites aux ressources dont disposent ces élites à force de se pérenniser au pouvoir.

²⁷ Propos recueilli auprès un heureux élu de cette époque, interrogé en 2006, pendant la campagne électorale des législatives à Kisangani.

Cette transhumance fait développer dans la démocratisation une cohabitation de deux modes du jeu politique : celui moderne à savoir les élections et le mode traditionnel à savoir « la relationalité » coutumière et la transhumance.

Depuis la démocratisation, les partis sont restés faiblement institutionnalisés au bénéfice des individus. Les élites d'en haut ont eu une main mise sur le fonctionnement des associations de la société civile et sur sa coordination. Souvent elles ont été fondatrices des organismes privés et des associations de la société civile ou elles ont joué un rôle important de leur structuration. Qu'ils s'agissent des représentants de partis ou ceux de la société civile, le recours à la transhumance leur a ôté la qualité de défenseurs des intérêts des masses populaires. Ce qui justifie leur légitimation réduite.

Cette faible légitimation des élites ne favorise pas ainsi une organisation rationnelle des partis et des groupes de la société civile. Il y a ainsi difficile ancrage des institutions démocratiques et la démocratisation se trouve simplifiée au multipartisme qui se nourrit du clientélisme et qui a comme conséquence les révoltes de plus en plus meurtrières de la base, la « milicianisation » ou le phénomène « Maï-Maï ». Celles-ci sont alors des véritables expressions de la volonté de la réappropriation du processus de démocratisation par la base souvent ignorée par les élites d'en haut.

Références bibliographiques

- Akindes F., *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, CODESRIA, Dakar, 1995.
- ASDI, *République Démocratique du Congo (RDC), Profil Genre*, Septembre, 2009.
- Banégas, R., *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Karthala ; CERI, Paris, 2003.
- Briquet Jn. L., Les pratiques politiques « officieuses » clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud, in *Genèses, Histoire politique, histoire du politique 20*, éditions Belin, Paris, 1995.
- de Villers G., (s/dir), *Manières de vivre. Economie de la « débrouille » dans les villes du Congo/Zaire*, Cahiers africains, L'harmattan, Paris, 2002.
- Eisenstad S. N et Roniger L., *Patrons, Clients and Friends. Interpersonal Relations and the Structure of Trust in Societies*, Cambridge University Press, Cambridge, 1984.
- Gaetner, G., *L'Art de retourner sa veste. La trahison en Politique*, éditions du Rocher, Paris, 2007.
- Lautier B., De Miras C., Morice A. *L'Etat et l'informel*, L'Harmattan, Paris, 1991.
- Machiavel N., *Le Prince*, Flammarion, Paris, 1991.
- Maindo Monga Ngonga A., (S/dir.), *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale. Le Congo-Kinshasa Oriental 1996-2007*, L'Harmattan, Paris, 2007
- Mamiki Ke'Bongo Bongo, La transhumance politique, un mode d'action politique et un virus dans le processus démocratique en Province Orientale(RDC), in *IJDO- Journal of Social Science & Humanities Research*, vol.3/Issue 9/ 2018, pp.24-55.
- Médard, Jn. Fr., « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de Science politique*, vol. 26, n° 1, février 1976, pp. 103 – 131.

- Morlino L., « Consolidation démocratique : la théorie de l'ancrage », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, n°2, 2001, pp.245-267.
- Mukendi Tshimuanga, *RD Congo, Entre crise et renaissance. Comment réinventer l'espoir ?* Collection « Comptes Rendus », L'Harmattan, Paris, 2007.
- Omasombo Tshonda, « La petite économie marchande à Kisangani », *Politique africaine*, n° 41, Zaïre : un pays à reconstruire, 1991, pp. 56-71.
- Palier B., Surel Y., « Les « TROIS I » et l'analyse de l'Etat en action », Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « *Revue française de science politique* » 2005/1 Vol. 55 | pages 7 à 32
- Pareto V., *Traité de sociologie générale*, Payot, Paris, 1919, Vol II.
- Poirier, C. et B. Lambert Kyelem, *Nomadisme ou transhumance politique post-électorale et discipline de parti dans l'espace francophone*, Assemblée Parlementaire de la Francophonie-Commission affaires Parlementaires, Bruxelles, 2012.
- Ponea Tepkibele Masudi, *Guerres et circulation des élites politiques en Province Orientale de la République Démocratique du Congo. 1997 – 2003*, Mémoire de DES en SPA/ FSSAP/UNIKIS, 2008-2009
- Toengaho Lokundo, *Les constitutions de la République Démocratique du Congo. De Joseph Kasa Vubu à Joseph Kabila*, Kinshasa, PUC, 2008.
- Weber M., *Le savant et le politique*, (Traduit de l'allemand par Julien Freund, révisé par Fleischmann E. et de Dampierre E.), éditions 10/18, Paris, Nouveau tirage 2005.